

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APHP HOPITAL PITIE SALPETRIERE

47-83 BLD DE L'HOPITAL
75013 Paris

Dossier GUP 313
Code AIOT : 0007404117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement APHP-HOPITAL PITIE SALPETRIERE implanté 47, BLD DE L'HOPITAL 75013 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de la visite d'inspection était en premier lieu une réunion visant à évoquer un projet de modification d'une centrale principale contenant des groupes électrogènes et à clarifier la situation administrative du site.

À l'issue de celle-ci, considérant que le site dispose de plusieurs ICPE, l'inspection des installations classées (IIC) a décidé de mener une visite d'inspection portant sur l'un des groupes électrogènes.

I) INSTALLATION DE COMBUSTION DE L'ETABLISSEMENT HOSPITALIER « LA PITIE SALPETRIERE »

Pour rappel, l'exploitant utilise douze groupes électrogènes (GE) sur l'établissement « LA PITIE-SALPETRIERE » pour une puissance thermique totale de 34 MW.

Ces douze groupes sont les suivants :

- 2 groupes CUMMINS de puissance thermique unitaire 2,147 MW au bâtiment CARDIOLOGIE ;
- 1 groupe SACM Diésel de puissance thermique 2,359 MW et 1 groupe MTU de 2,369 MW au bâtiment BABINSKI ;
- 1 groupe PERKINS de puissance thermique 3,775 MW au bâtiment MATERNITE ;
- 1 groupe CUMMINS de puissance thermique 2,713 MW et 1 groupe MITSUBISHI de 3,775 MW dans le bâtiment EOLE ;
- 2 groupes PERKINS de puissance thermique 2,595 MW unitaire dans le bâtiment PHARMACIE ;
- 1 groupe CUMMINS de puissance thermique 2,359 MW et 1 groupe CATERPILLAR de 3,539MW dans le bâtiment CORDIER.

La puissance thermique totale est supérieure à 20 MW et inférieure à 50 MW. Toutefois, les installations de combustion sont à considérer séparément puisqu'elles ne sont techniquement pas raccordables à une cheminée commune, du fait de la configuration particulière du site hospitalier. Ainsi, le site est bien soumis au régime de la déclaration en ce qui concerne l'exploitation des groupes électrogènes, si bien que l'exploitant a déposé plusieurs dossiers de déclaration pour la rubrique R 2910/A2°-DC.

L'inspection des installations classées a procédé à une inspection du Local Groupes électrogènes PHARMACIE situé à proximité de la salle de direction, à l'issue de la réunion de présentation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APHP-HOPITAL PITIE SALPETRIERE
- 47, BLD DE L'HOPITAL 75013 Paris
- Code AIOT : 0007404117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (précédemment à cet endroit **hôpital de la Salpêtrière**) est un hôpital de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) situé 47-83, boulevard de l'Hôpital dans le 13^e arrondissement de Paris.

Depuis mars 1964 et sa fusion avec l'hôpital de la Pitié reconstruit en 1911 à ses côtés, ils forment aujourd'hui l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, faisant partie du groupe hospitalo-universitaire AP-HP Sorbonne Université, anciennement GH de la Pitié-Salpêtrière - Charles-Foix depuis 2011.

L'hôpital de la Pitié-Salpêtrière est en 2013 le plus grand hôpital d'Europe, avec plus de 90 bâtiments répartis sur 33 hectares.

II) AUTRES INSTALLATIONS CLASSÉES

Outre, les groupes électrogènes, l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière compte aussi les ICPE suivantes :

- rubrique R 4725/2°-DC pour l'emploi ou stockage d'oxygène pour un stockage de 57 tonnes (régime de classement déclaratif entre 2 tonnes et 200 tonnes) assuré par quatre cuves réparties sur l'ensemble du site de l'hôpital ;
- rubrique R 1185/2a-DC pour une quantité de fluide frigorigène de 2 939kg incluant du R 32, R 407C et R 410 A ;
- rubrique R 2925/2-DC pour des onduleurs répartis sur l'ensemble du site pour une puissance totale de 1898,2 kW ;
- rubrique R 2221/2°-DC pour la préparation de produits alimentaires d'origine animale à hauteur d'une quantité de 700 kg par jour.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pas d'autre observation hors point de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des extincteurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.2	Sans objet
2	FDS	Autre du 18/12/2006, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du local Groupes électrogènes PHARMACIE, l'inspection des installations classées a noté l'absence sur le poste de travail de fiche de données de sécurité (FDS) relative au fioul domestique (FOD) utilisé comme combustible.

Cependant, de retour au bureau de la direction technique de l'hôpital, l'exploitant a présenté une FDS sur le FOD. Cette FDS présentait bien les 16 rubriques demandées dans toute FDS, ainsi que les pictogrammes en losange conformes au règlement CLP, et les coordonnées du centre ORFILA ou centre anti-poison.

L'exploitant s'est engagé à l'issue de la réunion à disposer un double de la FDS sur le poste de travail du local. Il a transmis par courriel le 19/03/26 une photographie confirmant la mise en place de la FDS du FOD sur le poste de travail du local « Groupes électrogènes »..

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs
Prescription contrôlée : « (...) 4.2. <i>Moyens de lutte contre l'incendie</i> <i>Les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</i> - <i>d'au moins un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs), répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz ". Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux (...)</i> ; <i>Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible :</i> Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. (...) »
Constats : L'inspection des installations classées a procédé à un contrôle visuel d'un extincteur (par méthode d'échantillonnage) dans le local Groupes électrogènes PHARMACIE. L'objet du point de contrôle était de vérifier la périodicité de contrôle annuel de l'extincteur par le fabricant, ou un autre prestataire spécialisé en vérification du matériel de lutte anti-incendie. L'inspection des IC a contrôlé un extincteur situé dans le SAS menant au local Groupes Electrogènes (GE) en raison d'un accès plus aisé aux extincteurs que dans le local des générateurs (plus encombré). La périodicité de contrôle annuel est respectée sur l'extincteur vérifié (contrôle mentionné : septembre 2025). L'inspection des installations classées a également noté la présence d'une détection incendie dans le local Générateurs. L'exploitant a confirmé que la détection incendie est reportée au PC Sécurité incendie de l'établissement. L'inspection a également noté la présence d'un bac à sable muni d'un outil de projection (pelle).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : FDS

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée :

Article 31 du Règlement « REACH » (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 : « (...) 1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 (...)

8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois. (...) »

Constats :

Lors de la visite du local Groupes électrogènes PHARMACIE, l'inspection des installations classées a noté l'absence de FDS sur le FOD (combustible) au poste de travail, à proximité du petit coffret ou était rangé le "casque anti-bruit", et la notice technique des groupes électrogènes.

Cependant, de retour au bureau de la direction de l'hôpital, l'exploitant a présenté une FDS sur le FOD. Cette FDS présentait bien les 16 rubriques demandées dans toute FDS, ainsi que les pictogrammes en losange conformes au règlement CLP, et les coordonnées du centre ORFILA ou centre anti-poison.

L'exploitant s'est engagé à l'issue de la réunion de mettre un double de la FDS au poste de travail dans le local groupe. Il a transmis par courriel le 19/03/26 une photographie confirmant la mise en place de la FDS au poste de travail dans le "local Groupes électrogènes".

Type de suites proposées : Sans suite